

DECRET N° 100/ 166 DU 05/10/1989 PORTANT
ORGANISATION DE L'INSTITUT GEOGRAPHIQUE
DU BURUNDI.-

Le Président de la République,

Vu le Décret-Loi N° 1/31 du 24 octobre 1988
portant organisation des Pouvoirs Législatif et Réglementaire ;

Vu le Décret N° 1/23 du 26 juillet 1988
portant cadre organique des Etablissements Publics Burundais ;

Vu le Décret-Loi N° 100/010 du 16 janvier 1989
portant organisation du Ministère de l'Aménagement, du Tourisme et
de l'Environnement ;

Revu le Décret N° 100/146 du 30 septembre 1980
portant création de l'Institut Géographique du Burundi ;

Attendu qu'il s'avère nécessaire de rendre les
textes régissant les Etablissements Publics existants conformes aux
dispositions d'ordre public du nouveau cadre organique ;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement, du
Tourisme et de l'Environnement ;

Après avis conforme du Conseil des Ministres ;

D E C R E T E :

CHAPITRE I : DENOMINATION - MISSION - SIEGE

Article 1 : L'Institut Géographique du Burundi, en abrégé IGEBU,
ci-après dénommé " l'Institut " est un Etablissement
Public à caractère administratif doté de la personnalité
juridique et de l'autonomie financière et organique.
Il est placé sous la tutelle du Ministre ayant
l'Aménagement dans ses attributions ci-après dénommé
" le Ministre de tutelle "

Article 2 : L'Institut a pour mission de promouvoir les activités géographiques au Burundi notamment la cartographie, la topographie, la météorologie et celles relatives aux ressources en eau.

Article 3 : L'Institut a son siège à GITEGA.
Il peut être transféré en toute autre localité du pays et des délégations régionales peuvent être créées sur décision du Conseil d'Administration après approbation du Ministre de tutelle.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 4 : Les organes de l'Institut sont le Conseil d'Administration et la Direction.

Section 1 : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 5 : Le Conseil d'Administration est composé comme suit :

- Cinq administrateurs représentant l'Etat
- Deux personnes choisies pour leur compétence
- Un représentant du personnel
- Le Directeur Général de l'Institut.

Article 6 : Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre de tutelle pour une durée de trois ans renouvelable.

Le Président du Conseil d'Administration peut appeler aux réunions du Conseil toute personne compétente pour donner des avis utiles sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le secrétariat du Conseil d'Administration est assuré par le Directeur Général de l'Institut.

Article 7 : En cas de négligence ou d'incompétence, les membres du Conseil d'Administration peuvent être révoqués de leur mandat par décision du Président de la République prise sur rapport du Ministre de tutelle.

Article 8 : Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée avec une présence physique d'au moins la moitié des administrateurs.

En cas d'empêchement, chaque administrateur peut se faire représenter à la séance par un autre membre du Conseil mais aucun administrateur ne peut recevoir plus d'une procuration.

Le Conseil prend ses décisions à la majorité des membres présents.

En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Article 9 : Dans le cadre de la politique définie par le Gouvernement, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'Institut et prend toute décision nécessaire à la réalisation de sa mission notamment :

- Etablit le règlement d'ordre intérieur de l'Institut ;
- Approuver le statut du personnel de l'Institut ;
- Adopter le budget prévisionnel de l'exercice écoulé ;
- prendre des initiatives nécessaires à la réalisation de la mission de l'Institut.

Article 10 : Le Conseil d'Administration se réunit en session ordinaire une fois par trimestre sur convocation de son Président.

Il peut tenir des réunions extraordinaires autant de fois que de besoin sur convocation de son Président, à la demande du Directeur Général de l'Institut ou des deux tiers de ses membres.

Il se réunit obligatoirement dans la période qui précède la fin de l'exercice pour l'adoption du budget prévisionnel et en début d'exercice pour l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Article 11 : La participation à chaque réunion du Conseil d'Administration donne droit à la perception des jetons de présence.

Toutes les dépenses y afférentes sont portées sur le compte des frais généraux de l'Institut.

Article 12 : Les décisions et recommandations du Conseil prises à la majorité simple des voix sont consignées dans un procès-verbal à transmettre au Ministre de tutelle à la diligence du Président du Conseil d'Administration dans les huit jours à dater du jour de la fin de la réunion.

Section 2 : De la Direction

Article 13 : L'exécution des décisions du Conseil d'Administration et la gestion quotidienne de l'Institut sont confiées à un Directeur Général assisté d'autant de Directeurs que de besoin.
Ils sont nommés et révoqués par le Président de la République sur proposition du Ministre de tutelle.

Article 14 : Le Directeur Général représente l'Institut en justice et auprès des tiers. Il gère l'Institut par délégation du Conseil d'Administration et dans le cadre de la politique de gestion définie par celui-ci.
Il engage et libère les dépenses de l'Institut dans les limites autorisées par le Conseil d'Administration et suivant les dispositions du règlement comptable.

Article 15 : Sans préjudice des poursuites judiciaires en raison des infractions commises dans l'exercice de leurs fonctions, le mandat du Directeur Général et celui des Directeurs peuvent être révoqués à tout moment par décision du Président de la République sur rapport du Ministre de tutelle notamment en cas de faute lourde, négligence grave ou incompétence notoire.

Section 3 : De la Tutelle Administrative

Article 16 : Le Ministre de tutelle doit annuler toute décision du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction contraire à la loi ou aux statuts.
L'annulation de ladite décision est opposable aux tiers concernés.

Il peut annuler toute décision du Conseil d'Administration qu'il estime contraire à l'intérêt général.

Cette annulation doit intervenir dans les quinze jours suivant la notification de la décision en cause au ministre de tutelle.

Elle n'est pas opposable aux tiers de bonne foi.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION COMPTABLE ET CONTROLE FINANCIER

SECTION 1 : De l'Organisation Financière et Comptable

Article 17 : Les ressources de l'Institut proviennent :

- Des dotations budgétaires de l'Etat ;
- De la rémunération des prestations fournies par l'Institut ;
- Des subventions des pays et organismes étrangers ;
- Des dons et legs autorisés par le Ministre de tutelle sur avis du Conseil d'Administration ;
- Du produit de la vente des cartes et autres publications ;
- Des emprunts contractés selon les modalités arrêtées par le Conseil d'Administration.

Article 18 : Les dépenses de l'Institut comprennent :

- Les frais de fonctionnement ;
- Les frais généraux de documentation et d'administration ;
- * Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Article 19 : L'exercice comptable correspond à l'année civile. Les comptes de l'Institut sont soumis au règlement sur la comptabilité publique de l'Etat et tenus suivant le règlement comptable fixé par le Conseil d'Administration.

Ils doivent être soumis avant le 31 mars de l'exercice suivant à l'approbation du Conseil d'Administration.

Article 20 : Toute dépense doit être engagée par le Directeur Général ou son délégué.

Aucune dépense ne peut être engagée au-delà des disponibilités budgétaires.

Le Directeur Général doit contre-signer les documents

- 6 -

Article 21 : Les marchés passés par l'Institut sont soumis à la réglementation sur les marchés publics de l'administration.

Une dérogation peut être accordée par le Ministre des Finances pour certains marchés sur demande du Ministre de tutelle.

Article 22 : Le Conseil d'Administration fixe le plafond au-delà duquel l'encaisse doit être consignée à un compte spécial ouvert à la Banque de la République du Burundi au nom de l'Institut.

Sont également virées à ce compte les dotations budgétaires et les recettes perçues par l'Institut.

SECTION 2 : Du Contrôle Financier

Article 23 : Les comptes de l'Institut sont placés sous le contrôle permanent de deux commissaires aux comptes désignés par le Ministre des Finances pour une durée de trois ans renouvelable.

La rémunération des commissaires aux comptes est fixée par le Conseil d'Administration et ^{est} portée en compte des frais généraux.

Article 24 : Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de contrôle de toutes les opérations comptables.

Ils établissent avant le 15 mars de chaque année un rapport circonstancié sur les comptes de l'exercice précédent, donnant leur avis sur la régularité des opérations, la qualité de la gestion et les perspectives pour l'exercice suivant.

Le rapport est adressé au Ministre de tutelle, au Ministre ayant les finances dans ses attributions, aux membres du Conseil d'Administration et au Chef Comptable de l'Institut.

Article 25 : Si au cours de leurs opérations, les commissaires aux comptes découvrent des irrégularités susceptibles de recevoir une qualification pénale à charge des responsables de l'Institut, ils doivent aussitôt adresser un rapport au Ministre de tutelle, au Ministre ayant les finances dans ses attributions, au Procureur Général de la République, au Procureur Général près la Cour des Comptes, qui apprécient chacun en ce qui le concerne la suite à donner.

CHAPITRE IV : DU STATUT DU PERSONNEL

Article 26 : Les personnels de l'Institut peuvent comprendre :

- Des fonctionnaires détachés de la Fonction Publique ;
- Des agents permanents engagés pour une durée indéterminée dans les conditions de la législation du travail ;
- Des agents temporaires engagés pour une durée déterminée, soit en vertu d'un contrat personnalisé, soit selon les normes d'un contrat-type défini par le Conseil d'Administration pour les travailleurs saisonniers ou journaliers.

Article 27 : Le Conseil d'Administration détermine la nature, le nombre et le niveau de rémunération de chacun des emplois permanents ou temporaires de l'Institut en tenant compte des besoins et des ressources de l'Institut.

Il fixe les conditions d'engagement et de licenciement ainsi que le règlement de discipline.

Le statut du personnel et le règlement intérieur de discipline adoptés par le Conseil d'Administration ne sont exécutoires qu'après approbation du Ministre de tutelle.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 28 : L'Institut pourra être dissous par décret du Président de la République pris sur proposition du Ministre de tutelle après avis du Conseil d'Administration.

.../...

Article 29 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent Décret sont abrogées.

Article 30 : Le Ministre de l'Aménagement, du Tourisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.-

Fait à Bujumbura, le 05 / 10 /1989

Pierre DUYOYA

Major.-

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
LE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU
PLAN,


Adrien SIBOMANA.-

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT,
DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Basile SINDAHAYE.-
